

Bruno Spire a été élu à la tête de Aides à l'issue du congrès national.

«Il faut remettre le sida au coeur de notre combat»

Par Eric FAVEREAU

QUOTIDIEN : lundi 25 juin 2007

Indifférence ? Ou emplois du temps ingérables ? En tout cas, ils étaient prévus et se sont décommandés. Ni Bertrand Delanoë, maire de Paris, ni Jean-Paul Huchon, président du conseil régional d'Ile-de-France, ni même Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, ne se sont rendus, ce week-end, aux assises de Aides, la plus importante association de lutte contre le sida en Europe. Ils ont peut-être eu tort. Ils auraient assisté à l'élection du nouveau président de l'association, Bruno Spire. Médecin, chercheur en virologie puis en sciences sociales, 47 ans, cette forte personnalité est liée à l'histoire du VIH depuis plus de vingt ans. Et a l'intention d'être «un président très politique».

En France, il y a des traitements disponibles pour tous contre le VIH. Il y a de l'argent, et une politique de prévention. A quoi peut bien servir, aujourd'hui, Aides ?

Paradoxalement, l'urgence est encore plus forte. Si je me suis présenté, c'est parce que j'ai le sentiment que Aides doit se recentrer sur... le sida. Ces dernières années ont été difficiles : il a fallu consolider la maison, aujourd'hui c'est fait. Mais dehors, contrairement à ce que l'on pourrait croire, la situation n'a guère changé. L'épidémie se poursuit et la question, par exemple, de simplement «pouvoir dire» que l'on est séropositif reste centrale. Cela n'a guère évolué depuis vingt ans, même depuis ce jour où Arnaud Marty-Lavauzelle [ancien président de Aides, mort en février, ndlr] avait dit qu'il était séropositif.

C'est-à-dire ?

Pouvoir dire que l'on est séropositif sans que cela soit un geste héroïque, sans être jugé. La société doit assumer de vivre avec le sida. Or ce n'est pas le cas. Nous devons parler, évoquer les pratiques à risques. Aides doit pouvoir faire écho à ces personnes qui disent : «*Non je n'arrive pas à mettre un préservatif tout le temps.*» Tant que le VIH n'est pas considéré comme une maladie comme les autres, Aides doit être un lieu où la vie s'exprime.

La société aurait-elle, de nouveau, les yeux fermés ?

Sur les contaminations actuelles ou récentes, c'est le silence. Il y a certes des responsabilités individuelles, mais il y a des responsabilités collectives. Nous restons enfermés dans un discours de culpabilité : «*Vous êtes séropositif, c'est que vous l'avez bien cherché.*» «*Vous avez un cancer du poumon ? Vous n'aviez qu'à ne pas fumer.*» «*Vous êtes cardiaques ? Vous n'aviez qu'à faire du sport.*» Et aujourd'hui, on parle de plus en plus de criminalisation de la contamination.

Vous, vous avez été contaminé en 1997...

Oui. Pourtant j'étais depuis dix ans militant à Aides, j'avais travaillé comme virologue à l'Institut Pasteur, j'avais publié mon premier papier scientifique sur le sida en 1984. Cela ne m'a pas empêché de me contaminer. Quand je suis devenu séropositif, mes collègues chercheurs me regardaient différemment. Je ressentais ce jugement implicite : «*Mais t'es trop bête de t'être contaminé.*» Oui, je suis trop bête... Comme si tout cela n'était qu'une histoire individuelle de contamination.

Qu'en déduire ?

Il y a à comprendre et entendre ce que vivent les gens. Se protéger tout le temps, ce n'est pas possible dans la vie d'un gay. Regardez la situation des gays. Ils restent marginalisés, maltraités. Une enquête de l'Institut de veille sanitaire dépeint des situations préoccupantes, particulièrement chez les jeunes, avec des taux de dépression et de tentative de suicide bien supérieurs à ceux de la population en général.

Qu'allez-vous faire comme président de Aides ?

Remettre donc le sida au coeur de notre combat. Et il y a des axes pour le faire : l'accès aux soins, bien sûr. On sera inflexible sur les migrants : nous ne resterons pas les bras croisés à regarder les charters décoller avec des malades séropositifs expulsés, sous prétexte qu'ils n'ont pas de papiers. La prévention aussi : il faut dire que l'information n'est pas suffisante. S'il n'y a pas d'écoute des situations que vivent les gens, si on n'arrive pas à les entendre, l'information est sans effet. Je ne tiens pas là un propos de militant mais un propos de chercheur ; dans l'unité que je dirige à Marseille, on voit que s'il n'y a pas de véritable lien et d'accompagnement rien ne se passe. Au niveau international, ce sera la même approche : il faut arriver à donner une visibilité aux associations de base. En Afrique, les associations communautaires ont développé une compétence : le savoir des ignares, le savoir des non-professionnels, voilà ce qu'il faut fédérer.

Enfin, je veux développer le concept de solidarité transsérologique. Car Aides n'est pas une association de séropositifs. Et heureusement qu'il y a des séronégatifs pour nous dire leur solidarité.

Le laboratoire Abbott vient de porter plainte contre Act Up pour sabotage, certains de ces militants ayant monopolisé leur système informatique...

Nous avons été les premiers à soutenir Act Up. Cette plainte est une honte. Qu'un laboratoire puisse attaquer des malades montre bien la régression dans laquelle nous retombons. Abbott n'aura pas un instant de répit...

<http://www.liberation.fr/actualite/societe/263152.FR.php>

© Libération